



# Le gouvernement ne désarme pas et continue son offensive sur les 35h !

Tract PSA Saint-Ouen du 27 novembre 2014

Ce jeudi 20 novembre, auditionné par la commission parlementaire Emmanuel Macron, ministre de l'Economie, a livré « son bilan » des 35 heures, 16 ans après sa mise en œuvre par Martine Aubry et le gouvernement de la Gauche Plurielle. « On peut défendre les 35 heures sans les mettre sur un piédestal », a résumé Macron. Qu'il se rassure : nous non plus, nous ne mettons pas « la réforme Aubry » sur un piédestal. Bien que la réforme des 35h ait permis une réduction du temps de travail (RTT), ils n'ont été qu'un progrès en demi-teinte pour les salariés, puisque qu'elles ont été associées à une réorganisation du travail au service du patronat pour plus de flexibilité et de précarité !

## Généralisation des accords de compétitivité pour détricoter les 35h!

L'accord national interprofessionnel (ANI), signé en juin 2013 par les confédérations syndicales les plus proches du gouvernement comme la CFDT, la CFTC et la CGC, a permis au patronat de légaliser des accords « de maintien de l'emploi » : en échange d'une baisse des salaires et de l'augmentation du temps de travail, les patrons s'engageaient alors à soi-disant maintenir l'emploi pendant 2 ans. Aussitôt voté, l'ANI a été aussitôt contourné. Trouvant cet accord bien trop contraignant, les patrons lui ont préféré les bons vieux accords de « compétitivité » qui ne demandent aucune contrepartie pour l'employeur mis à part un « dialogue social » entreprise par entreprise. Pour le patronat, une fois trouvée la bonne formule pour escroquer les travailleurs et baisser toujours plus leur salaire, il faut la légaliser pour la généraliser !

## Diviser les travailleurs pour mieux régner !

Au lieu de prendre de front les travailleurs à travers une loi abrogeant directement les 35 h, risquant de déclencher un coup de sang chez les salariés, Hollande et le Medef choisissent de « diviser pour mieux régner ». C'est ce qui existe déjà en Allemagne depuis les réformes votées sous le gouvernement du social-démocrate Schröder : une négociation entreprise par entreprise ou branche par branche. Renault et PSA ont montré ce chemin avec les accords de compétitivité. Pour le gouvernement et le patronat, il s'agit de casser les 35h boîte par boîte pour une baisse généralisée des salaires des travailleurs, pour toujours plus de profits !



## A bas le dialogue social ! Pour un programme de lutte !

La CGT n'a pas formellement signé l'ANI mais ne s'y est guère opposée : des manifestations pour dire « non », certes, mais une participation à toutes les discussions préparatoires. Aujourd'hui, la direction de la CGT souhaite renouer avec la méthode du « dialogue social ». C'est la raison pour laquelle elle a proposé, le 21 novembre, de supprimer l'obligation d'organiser des élections de délégués du personnel lorsque le seuil des 11 salariés est franchi. Face à la méthode du dialogue social prônée par le gouvernement que les directions syndicales acceptent sans broncher, il faut que les équipes militantes de chaque branche, de chaque usine opposent leurs propres revendications : **pour un partage du temps de travail entre tous les travailleurs, sans baisse de salaire et pour la CDisation de tous les travailleurs précaires et l'interdiction des licenciements !**



## **La grève, ça rapporte combien ?**

La lutte pour le maintien des emplois est à l'ordre du jour pour les travailleurs en France et, en particulier, pour ceux de PSA. La direction a annoncé ce lundi son plan de « gestion des emplois »...plus précisément, la suppression de 950 postes de travail en départ volontaire. Avec le dispositif d'adéquation des emplois et des compétences 2015 (Daec), la direction de PSA prévoit, à nouveau, des attaques contre les travailleurs pour mieux gérer ses affaires.

En janvier 2013, c'était la fermeture du site d'Aulnay que la direction envisageait pour garantir son profit. Pendant quatre mois de grève, les travailleurs de cette usine ont lutté contre les attaques de la direction. Et il n'y avait pas que Jean-Pierre Mercier, de la CGT, comme essaie de faire croire le bulletin de FO du 13/11, mais des centaines d'ouvriers qui se sont battus de manière exemplaire. La grève, comme

forme de lutte pour le maintien des emplois, peut rapporter beaucoup. Beaucoup plus, en tout cas, que la négociation des accords de compétitivité qui légitiment les attaques de la direction.

Même si les revendications ont fini par se centrer sur la négociation de l'indemnité, cette grève a eu le mérite d'être une première lutte contre cette politique, tant à la mode aujourd'hui, de suppression d'emploi comme alternative à la crise économique. Pour les prochaines luttes il va falloir aller plus loin. Si la fermeture d'Aulnay avait été stoppée, la direction aurait plus de difficulté aujourd'hui pour faire passer, sous forme de négociation, des nouvelles attaques. La lutte contre la politique de la direction doit avoir comme revendication centrale le maintien de tous les postes de travail.

## **Communiqué du NPA suite à la répression des mobilisations contre les violences policières Avec les étudiants toulousains et des milliers de manifestants : A bas le tournant répressif et liberticide du gouvernement, amnistie et relaxe de tous les inculpés !**

Les révélations du rapport d'enquête sur la mort de Rémi Fraisse ont démontré que le crime d'Etat s'est doublé d'une tentative de dissimulation du côté des autorités. Mais le gouvernement ne s'est pas arrêté là. Depuis un mois, il a fait le choix de la répression tous azimuts, remettant à de multiples reprises en question un droit aussi élémentaire que celui de manifester, militarisant l'espace public dans des villes comme Toulouse, Nantes ou Saint-Denis, faisant des exemples avec les manifestants arrêtés, jusqu'à de la prison ferme. Le 12 novembre, la présidence de l'Université de Rennes 2 prenait la décision de fermer tout un site pour... empêcher la tenue d'une assemblée générale. Aujourd'hui, c'est celle de l'université Toulouse Jean-Jaurès (ex Mirail) qui cherche à interdire la journée de mobilisation appelée par 1500 étudiant-e-s réunis en AG jeudi dernier, à grand renfort de vigiles privés, de chiens, de RGs.

Cette fuite en avant répressive et liberticide constitue avant tout une démonstration de la perte de légitimité qui est celle de ce gouvernement. A Sivens, pour un barrage destructeur qui ne profitera qu'à une poignée d'agriculteurs, il a voulu démontrer qu'il pouvait tenir bon malgré la mobilisation, malgré même un rapport d'expert accablant contre le projet. C'est ce qui a conduit à l'assassinat de Rémi Fraisse après des mois de violences policières, c'est ce qui conduit aux démonstrations de forces et à la montée de tension répressive savamment et médiatiquement orchestrée de ces dernières semaines, et c'est ce qui

conduira aux futures « bavures » en marges de manifestations. C'est la même logique qui s'exprimait cet été quand les manifestations de soutien au peuple palestinien étaient interdites.

Dans ce contexte, il est nécessaire que l'ensemble des forces de gauche, ouvrière et démocratiques, fassent front contre les différents cas de répression, et soutiennent la mobilisation en cours, notamment à Toulouse, pour la défense des ces libertés fondamentales que sont celles de s'exprimer et de manifester.

Le jeudi 4 décembre se tiendra le premier procès des inculpé-e-s de Toulouse, parmi lesquels se trouve notre camarade Gaétan, étudiant du Mirail. Avec de nombreuses autres organisations, avec l'AG des étudiant-e-s toulousain-e-s, nous exigeons l'arrêt immédiat des poursuites contre ces jeunes, ainsi que l'amnistie de celles et ceux qui ont déjà été condamné-e-s. Un grand meeting suivi d'un concert de soutien aura lieu à l'université du Mirail le mercredi 3, ainsi qu'un rassemblement de solidarité à la Fontaine Saint-Michel à Paris, à 18h. Nous y serons et invitons à nous y rejoindre largement.

Montreuil, le 25/11/2014

**Rassemblement en soutien aux inculpés  
de Toulouse et Nantes, mercredi 3  
décembre à 18h, place St Michel à Paris**